

le monde libertaire

UNIVERSITÉS DE PARIS
Bibliothèque de documentation internationale contemporaine

Hebdomadaire de la FEDERATION ANARCHISTE
adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

13 AU 19 DECEMBRE 1990

N° 806

10,00 F

CONTRACEPTION - AVORTEMENT

Liberté à corps et à cris

C'est par une longue contribution de notre compagne Yolaine Guignat, du groupe Pierre-Besnard, que nous abordons — en guise de sixième volet du dossier « Avortement et contraception » préparé par la commission Femmes — la question des droits des femmes, au niveau mondial, en ces deux domaines qui nous préoccupent.

A entendre ces voix grinçantes, de plus en plus nombreuses et faussement outragées, qui résonnent ici et là et celles-là même, au nom d'une morale étrange ; à observer ceux-là et celles-là mêmes qui organisent ici des commandos pour investir et détruire des centres IVG, ailleurs des cérémonies morbides à la mémoire des enfants non nés, on pourrait presque oublier que le droit à l'avortement et à la contraception libres et gratuits n'est qu'une conquête très récente de la lutte des femmes dans certains pays, souvent occidentaux.

Ailleurs, la planification des naissances n'existe pas ou s'exerce de façon autoritaire, niant toute liberté aux femmes.

Ce qui frappe, quand on essaie de dresser un « état des droits des femmes » au niveau international, c'est la diversité, voire la démesure des situations d'un continent, d'un pays à l'autre. Pourtant, malgré la différence presque surréaliste qui existe entre une intellectuelle américaine féministe et une enfant du Bangladesh mariée à 9 ans et analphabète, quelques données constantes apparaissent, entre autres le poids et les intérêts de l'Etat qui partout prédominent, associé aux intérêts de l'ordre masculin et religieux.

Quelques exemples : au moment même où l'Etat chinois poursuit ses ressortissantes jusqu'au huitième mois de grossesse pour les avorter de force, la Pologne est prête aujourd'hui à emprisonner médecin et femme ayant choisi l'IVG. Pendant que l'Inde détient le triste record de la discrimi-

nation sexiste avec 78 fœtides féminins pratiqués entre 1978 et 1982, la politique nataliste de Ceausescu en Roumanie a abouti à la mort de milliers de femmes par avortement clandestin et à l'existence de 130 000 orphelins.

Enfin, à celles et ceux qui aujourd'hui s'apitoient sur le sort d'un ovule et d'un spermatozoïde réunis, il convient de rappeler ce fait : « plus d'un million de femmes meurent, chaque année, à cause d'une grossesse, d'une naissance ou d'un avortement clandestin » (OMS 1988).

Dans un très grand nombre de pays, en effet, la législation en matière de contrôle des naissances n'existe pas, ou ne s'applique pas quand elle existe, laissant les femmes se débrouiller avec leurs maternités successives. Nous y reviendrons.

Mais même là où la légalisation de l'avortement a permis une certaine libération c'est encore une fois la diversité, voire l'inégalité du sort fait aux femmes qui prédomine.

Qui l'eût cru ? C'est la Tunisie qui possède le plus ancien programme de planification familiale, non seulement d'Afrique du Nord et du monde arabe, mais aussi de toute la région méditerranéenne. Contraception et avortement y ont été légalisés par Bourguiba après l'indépendance en 1966, et dès 1973 un amendement autorisait l'avortement sur simple demande de la femme pendant le premier trimestre de la grossesse. On peut considérer également que ce sont les Tunisiennes qui utilisent le plus librement les pratiques contraceptives (52% d'entre elles en 1987) dans cette région du monde. L'Egypte et la Turquie ten-



La FA vient de publier une affiche en faveur de l'avortement et de la contraception... dont voici l'illustration, signée Cabu.

tent de suivre l'exemple tunisien avec plus ou moins de bonheur.

La légalisation : ses limites et ses conséquences

En Europe ce sont les pays de l'Est qui ont été les premiers à libéraliser leur législation quant à l'IVG. L'URSS, en tête, en 1953. La politique polonaise est à géométrie variable depuis 40 ans, oscillant avec les préoccupations démographiques des différents responsables de gouvernement. Aujourd'hui, la loi de 1956 autorisant l'IVG sur simple demande est très sérieusement remise en cause par l'Eglise polonaise et Lech Walesa, lui-même. Il faut rappeler qu'en raison de la crise économique catastrophique que traverse la Pologne, l'avorte-

ment y est devenu le moyen contraceptif numéro 1. Une politique culpabilisante, menée par des associations catholiques se met en place, mais les femmes polonaises commencent à réagir, comme le prouvent les manifestations du printemps 1990.

Enfin, la Roumanie a constitué jusqu'en décembre 1989 la triste exception des politiques communistes en matière de planification des naissances. Rappelons quelques faits : taxe pour les femmes célibataires de plus de 24 ans sans enfant, quelque en soit la cause. Interdiction totale d'avorter ou d'utiliser un contraceptif pour les femmes ayant moins de 4 enfants, contrôle mensuel gynécologique obligatoire pour chaque Roumaine avec obligation pour toutes les femmes mariées non enceintes de faire un rapport sur leur vie sexuelle.

(suite p. 4)

CRISE DU GOLFE

Le pourquoi d'un conflit irako-occidental

Alors que Saddam Hussein promet maintenant la libération de tous les otages avant Noël, et qu'il s'appête à négocier un éventuel « réaménagement frontalier » avec le Koweït, nos

Le conseil de sécurité des Nations-Unies a approuvé, le 29 novembre, la douzième résolution (n° 678) condamnant l'Irak, par douze votes favorables contre deux votes négatifs (Cuba et le Yémen) et une abstention (la Chine). L'ONU autorise donc, à partir du 15

janvier 1991, les protagonistes de la coalition anti-irakienne — et particulièrement les Etats-Unis — à user de tous les moyens, donc de la force, pour rétablir la souveraineté du Koweït.

L'avertissement irakien

Nous nous acheminons donc, à grands pas, vers une guerre particulièrement meurtrière (1). Encore une fois, la folie de quelques-uns va se payer par la mort d'innombrables êtres humains.

camarades de Nancy nous rappellent les origines du conflit. A la lecture de leurs explications, rien ne permet d'affirmer que les Occidentaux veulent réellement la paix dans le Golfe !

Il est approprié d'utiliser la notion de folie quand une guerre risque d'être déclenchée par ceux-là même qui ont voulu les causes ayant engendré l'état de crise préalable. En effet, il est tout à fait légitime, dans le cas actuel, d'affirmer que les Etats-Unis, encouragés par l'assentiment implicite (le silence) des autres grandes puissances occidentales, ont laissé intervenir militairement Saddam Hussein au Koweït, bien que prévenus de ses intentions ; et même — engageons-nous un peu plus — lui ont donné un accord informel. Il est possible d'apporter

deux preuves à l'appui de cette affirmation.

La première est qu'avant l'invasion du Koweït, il y a obligatoirement eu des mouvements de troupes irakiennes à la frontière irako-koweïtienne ; mouvements de troupes qui, vu les performances tant vantées des satellites militaires, ont forcément été détectés par les états-majors occidentaux (au sein de l'OTAN). Or, les puissances occidentales se sont tuées et n'ont pris aucune mesure préventive.

(suite p. 6)

EDITORIAL

En cette période de confusion des valeurs, voire leur absence, où la politique n'est plus qu'une affaire de gros sous, ne contient plus aucune teneur idéologique, et se trouve en panne d'idées... d'idéal, nous vivons l'ère des « hommes providentiels ». Il nous en apparaît un chaque jour. La contagion gagne au delà des frontières, comme autant de nuées de sauterelles à l'horizon. Gorbatchev semble avoir donné l'exemple en rompant — du moins aux yeux des médias — avec le caractère rigide de ses prédécesseurs.

Depuis, tous nos politiciens aspirent à jouer la carte du new look. En Pologne, pour se démarquer, Walesa, le sbire de l'Eglise, n'a pas hésité à « mettre le feu » à Solidarité. Mais plus fort encore est cet inconnu, ce Tyminski débarquant de son Pérou-providence et venant chambouler les cartes de la vie politique polonaise.

En Roumanie, Iliescu a viré le conducteur... le « Danube de la pensée », pour n'en continuer pas moins sa politique stalinienne, revue et corrigée par Petre Roman, le petit nouveau... l'« innocent » !

L'Occident à son tour se prend à rêver de ces hommes issus de pochettes-surprises. Thatcher est remerciée, après 11 ans de pouvoir sans partage. En France, Mitterrand-le-Sphinx n'a qu'à bien se tenir. Pour l'heure, il tient le coup, en surfant sur les vagues du mécontentement social... au risque de défaire ce que ses ministres ont laborieusement entrepris. Combien de temps tiendra-t-il ? Là est la question ! Mais déjà nos hommes nouveaux se bouculent au portillon. Voyez Michel Noir, le frondeur lyonnais, qui n'hésite pas à tirer sa révérence au sieur Chirac, en quittant d'un seul coup RPR et parlement. Michèle Barzach suit... Les femmes providentielles sont aussi de la partie.

A gauche, Robert Vigouroux, maire de Marseille, pour le PS et Robert Jarry, maire du Mans, pour le PCF nous ont déjà joué la carte du héros, luttant contre tous. Maintenant, c'est Bernard Tapie, dans les banlieues, qui tente d'attirer, une fois encore, l'attention du public sur sa personne. Tapie, le démagogue de gauche, celui dont la social-démocratie avait besoin pour contrer cet autre démagogue qu'est Jean-Marie Le Pen, version droite.

Après plus de trente ans de silence, M. Poujade devrait bien revenir sur la scène politique, ne fût-ce que pour percevoir des royalties. Car, le très exceptionnel poujadisme, version septentrionale du péronisme est en train de se muer en un néo-poujadisme permanent. La politique n'étant plus depuis quelque temps une affaire de rue, mais une question d'écus... de grandes écoles et autres Instituts d'Etudes Politiques notre fin de siècle risque de demeurer encore pour longtemps dans cette espèce de soft-idéologie anesthésiante. Soft-idéologie où on ne milite plus, mais où l'on gère le système à partir d'émotions... uniquement d'émotions, véhiculées, amplifiées par les boîtes à mensonges que sont les médias du capital.

T 2137 - 806 - 10,00 F



F°P.2520

ECONOMIE DISTRIBUTIVE

Réflexions sur la politique et les élections

Roland Carpentier, partisan de l'économie distributive, nous livre ici ses réflexions sur la politique en devenir et sur des pratiques économiques différentes, en rupture par rapport aux modèles connus : le capitalisme, toujours actuel, et le marxisme, en berne depuis peu. Sortir du système pour s'orienter vers d'autres horizons économiques tel est le pari vers lequel tendent les militants anarchistes, confrontés aux criantes inégalités économiques de celui-ci.

La « Politique » : du mot grec *Politikos* : art (?) de gouverner un Etat ; qui a rapport au gouvernement des Etats (dictionnaires).

En société marchande, la politique est un subterfuge employé comme somnifère à des fins de profits !

« La politique... poumon de la société marchande »

La politique de droite à l'extrême droite, de gauche à l'extrême gauche, y compris alternative... la politique est le moteur des systèmes parlementaires dits démocratiques (ou « antiparlementaires » dits totalitaires). C'est le poumon de la société marchande, du profit. Tout ce qui est politique assure la continuité de l'esprit de gain, de rentabilité, de profit, donc du capitalisme, du salariat... en un mot de l'inégalité économique. Cette calamité existe depuis l'ère de la rareté et continue dans l'ère d'abondance, pourtant incompatible ! Pourquoi le peuple qui en souffre parce que toujours trahi, les chômeurs qui ont tout perdu, les consommateurs dont le pouvoir d'achat s'évanouit alors que leurs impôts augmentent s'y accrochent-ils comme si leur situation économique pour un « mieux être » dépendait de la politique ? Comme si la politique était indispensable à la condition de la vie ! Pourquoi à chaque convocation électorale se précipitent-ils dans le piège ?

N'ont-ils pas encore compris, ces électeurs, que la politique est la négation, le

contraire de l'accès au bien-être, à la consommation vitale des biens utiles, possibles aujourd'hui ; que la politique est la manne des riches, des patrons, des



Le démagogue, ses sbires et une salle pleine de cocous. © Pata/Sipa press

assoiffés de pouvoir ? Enfin, que la politique est le tombeau des espoirs de libération ?

Seule l'économie — non de profit, non politique — mais sociale, distributive, de la satisfaction des besoins de tout être vivant, seule l'économie, réalité antagoniste à la politique est le seul accès véritable à l'épanouissement des êtres humains... à la vie.

N'est-ce pas l'impérieuse nécessité de se nourrir, de se loger, de se vêtir, le besoin d'hygiène, de santé, de loisirs, d'instruction qui conditionne l'existence de l'être vivant ? Est-ce que les politiciens parlent de cela ? Proposent-ils comme étant primordial la satisfaction dans la consommation et l'usage ? Inscrivent-ils dans leurs programmes la gratuité des transports et de tous les services publics ? Il est inconcevable que des particuliers fassent des profits sur le bien public ! Est-ce que les partis politiques dénoncent cela ? Le moment n'est-il pas venu, avec l'abon-

politique n'élève la voix et ne s'engage sur de tels programmes ! Bien au contraire ! Ils nous persuadent de nous serrer la ceinture et d'accepter l'austérité — devant des montagnes de produits !

« Les acrobates de la finance nous prennent pour des demeurés »

Salariés ! Chômeurs ! Consommateurs ! Usagers ! Electeurs ! Ne vous laissez plus attraper par ces politiciens ! Désintéressez-vous de tous les partis politiques ! Vous n'avez rien à y gagner, à y espérer sinon à y crouler d'impuissance ! Voilà deux cents ans que l'expérience se fait. Deux cents ans que ces maîtres de l'acrobatie et autres serviteurs de la finance vous prennent pour des demeurés et vous manipulent, afin que vous ne touchiez pas aux prébendes de ceux qui par tradition, la droite, par trahison, la gauche défendent contre le peuple.

Agissons, fiers de notre responsabilité, de notre autonomie, de notre volonté, dans des associations apolitiques ou syndicales exclusivement économiques de défense des consommateurs et des producteurs-salariés — la CNT, les Groupes de salariés pour une économie distributive (GSED), le Mouvement alternatif distributif (MAD), le GR, la Fédération anarchiste... sont de ceux-là, et bien d'autres qui dénoncent, luttent sur les

plans économiques, syndicaux, sociaux... Exigeons, avant tout, de consommer à notre faim. Agissons pour un mieux être immédiat, par des luttes en rupture avec la société marchande, par des actions positives telles les grèves de gratuité dans les services publics... Ce sera plus « payant » que d'adhérer à une politique, même alternative, ou de voter !

En résumé, soyons réalistes et présentons notre « programme » en exigeant dès maintenant la garantie du salaire perdu pour tous les chômeurs, et futurs licenciés, prélude au revenu social maximum pour tous du berceau à la tombe, pour « acheter » l'abondance, inventée et invendable (par manque ou insuffisance de pouvoir d'achat), qui regorge des magasins, entrepôts et frigos... C'est le seul programme réaliste qui permettra à tous de satisfaire les besoins fondamentaux. Les techniques de production, incroyablement perfectionnées — héritage de l'humanité toute entière — remplaçant le labeur humain et créant l'abondance permettent, enfin, aujourd'hui, la seule organisation économique et sociale pour accéder au droit à la vie, réalisable dans la justice, la liberté, l'égalité, la fraternité : c'est l'économie distributive et son corollaire le fédéralisme libertaire, qu'aucun parti politique ne veut et ne vous parle, et pour cause !

Roland Carpentier (GSED)

MAUVAISE HUMEUR

En réponse aux insultes de « Libération »

Ce n'est pas nouveau, la grande majorité des gratte-papier du célèbre quotidien, *Libération* n'aime pas les anarchistes. Cela ne nous dérangerait aucunement si au moins ils avaient la correction de nous laisser tranquilles !

Qu'ils désinforment leurs lecteurs pour garantir le « style » *Libé* et qu'ils en profitent par la même occasion pour leur raconter n'importe quoi, c'est leur affaire ! Mais qu'ils multiplient les insultes à notre encontre : « non ! »

Par deux fois, la semaine dernière, le dénommé Arnaud Viviant et un obscur S.E. ont sombré dans ce genre, devenu standard chez les besogneux de Serge July : le « compte-rendu-style-Mao-recyclé-à-Rotary-club »... (plus simplement nommé : « style » *Libé*).

Ainsi, le premier pisse-copie a-t-il qualifié le spectacle de Léo Ferré au TLP-Déjazet de quelque peu « anarchique peut-être », tout en ajoutant que Ferré « avait reçu des bouillons, comme des cacahuètes à un singe »... rien que ça ! Non content d'en rester là, il a affirmé que le « TNP-Déjazet » (sic) possédait des « loges libertaires pourries » et que le théâtre en lui-même était « sold-out »...

Le deuxième pisse-copie, deux jours après, rendait compte, lui, de la manifestation anti-militariste du 4 décembre, à Paris. Aveuglé par son anti-anarchisme primaire, il ne vit alors que « quelques têtes derrière le ruban noir » de la FA Même si effectivement les foules ne s'étaient pas déplacées... le peu de participants touchait tout autant le PCF ou la LCR ; et le cortège des anars était loin d'être aussi ridicule que ce charmant journaliste a bien voulu le rapporter.

En fait, au-delà de ces mensonges, qui dans le premier cas portent atteinte à notre ami Léo Ferré, c'est bien d'une attitude méprisante envers tous les libertaires dont il est fait état dans cet organe de presse devenu, au fil des ans, celui presque officiel de « nos chers » sociaux.

Nous aurions pu, au *Monde libertaire*, laisser courir... Les inimitiés de *Libération* ou d'autres ne nous ont jamais empêché de dormir. Mais, quand vraiment, ces injures vont jusqu'à la désinformation et la manipulation idéologique trop marquées, nous disons : « stop ! »

Et puis, franchement, vous commencez à nous empoisonner l'air, vous, les July, Viviant et autres « reclassés » qui, il y a plus de vingt ans, voulaient « changer la vie », version Pékin (et ont seulement troqué le costume à col Mao contre le trois-pièces-cravate !) et, aujourd'hui, veulent étouffer la nôtre en discréditant toute idée militante de changement !

Alain Dervin (gr. Pierre-Besnard)

A PROPOS DE...

« Cours, camarade, l'orthographe est derrière toi ! »

La semaine dernière (ML n° 805), dans notre article de page 2, consacré à l'orthographe : « Cours, camarade, l'orthographe est derrière toi ! », de François Sébastianoff, nous vous proposons la lecture de deux ouvrages. Or, il est apparu qu'au montage l'un avait été mis de côté... voici donc les deux livres, recommandés par l'auteur de l'article, restitués en totalité :

— *L'Orthographe et nous*, de François Sébastianoff et collab., octobre 1985. Cette plaquette est le n° 180 de la collection BT 2, publiée par les PEMF. Tous publics à partir de 15 ans. Illustrations humoristiques. Prix : 20 F (port compris).

— *La Poligrafi, une écriture pour tous les usagers du français*, François Sébastianoff, juin 1990. 56 pages. Public assez large, mais motivé. Prix 50 F (Port compris).

Passez vos commandes à : « Droi d'écrire », 15130, Teissière-les-Boullès.

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, 75011 Paris
 Directeur de publication : André Devriendt
 Commission paritaire n°55 635
 Imprimerie : Gaspard-Monge, 55, rue du Fossé-Blanc, 92230 Gennevilliers
 Dépôt légal 44 145 — 1^{er} trimestre 1977
 Routage 205 — Publi Routage
 Diffusion SAEM Transport Presse

Rédaction-Administration

le monde libertaire

145, rue Amelot

75011 Paris.

Tél. : (1) 48.05.34.08.

Tarif

	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n° <input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois	13 n° <input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois	25 n° <input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an	45 n° <input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom
 Adresse
 Code postal Ville
 Pays
 A partir du n° (inclus).
 Abonnement de soutien
 Chèque postal Chèque bancaire Autre

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
 Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

EN BREF

PRESSE
Le n° 19, de novembre-décembre 1990, de *Noir et Rouge* vient de paraître. Son prix est de 22 F. Au sommaire : dossier « Anarchy isn't dead », le Golfe, « Des libertaires éditent ». En vente à la librairie du Monde Libertaire.

ANTIMILITARISME
Le compte-rendu des Rencontres de Poutac : « Résistance à la militarisation en France et en Europe » d'avril 1990 est disponible au COT, BP 229, 81006 Albi cedex. Prix : de 1 à 2 exemplaires : 40 F + 11,50 F de port ; de 3 à 4 ex. : 40 F + 7,50 F ; 5 exemplaires et plus : 40 F (franco de port).

FETE DE SOUTIEN
Le dimanche 16 décembre, à partir de 15 h, dans la grande salle de la CNT (33, rue des Vignoles, 75020 Paris), plusieurs groupes et musiciens de rock et jazz, dont « les Fossoyeurs », joueront pour refinancer le bar associatif La Mouette riuse. Entrée : 30 F. On se souvient qu'en mai dernier, La Mouette riuse avait offert son local aux mal-logés expulsés. Ses portes ne se sont ouvertes à nouveau qu'en octobre, mais voyez-vous, budgétairement parlant, La Mouette riuse est sur la paille...

REVUE
Le n° 3 de *Sous les pavés, la plage* vient de paraître. On peut l'acheter pour 5 F à la librairie du Monde Libertaire, ou le commander en écrivant à MAI, BP 273, 38407 Saint-Martin-d'Hères cedex.

RENDEZ-VOUS
La Coordination des lycéens et étudiants anarchistes (CLEA) tient une permanence tous les mercredis de 14 h 30 à 17 h, à la librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amélot, 75011 Paris. Tél. : (16) 48.05.34.08

MEETING ANTI-GUERRE

La Mutualité aux accents de la paix ?

DANS une salle comble de 2 500 à 3 000 personnes s'est tenu, en date du vendredi 7 décembre, le meeting anti-guerre convoqué par 70 personnalités. A 20 h 30, l'avocat Denis Langlois a ouvert la séance en saluant la présence du public et en présentant les organisations soutenant l'initiative. A l'applaudimètre, le Parti communiste internationaliste (PCI) et son appendice, l'Alliance des jeunes révolutionnaires (AJR), remportèrent un large succès, donnant ainsi la couleur dominante de la salle. Et ce n'est pas la discrétion, confinant à l'absence, de quelques membres du PCF, de la LCR, de la CGT et de bien d'autres qui nous démentira.

La Fédération anarchiste, pour sa part y était un peu mieux représentée. Sa présence fut particulièrement saluée, mais ne nous leurrons pas, cette marque d'affection était bien plus l'expression d'une consigne partisane d'« unité d'action », que la traduction de la présence conséquente de l'élément libertaire.

Durant deux heures trente, les intervenants tirèrent le public en haleine. Citons, entre autre, la comédienne Anne Delbée, le poète Jean Ristat, le journaliste Jean-Pierre Barrois (PCI), son confrère irakien Ahmad Dawad, notre compagnon Ronald Creagh, le généticien Albert Jacquard, l'avocat Yves Dechezelles, le vétéran du Viêt-Nam Roy Barington et Monica Moorehead, animatrice du Comité anti-guerre aux Etats-Unis...

Si l'on avait eu les contributions d'un Denis Langlois et plus encore d'un Ronald Creagh, plein d'humour, et d'un Albert Jacquard, exprimant son souhait de voir s'élaborer un « avenir sans maîtres ni flics ni esclaves » la réunion n'aurait eu aucun accent libertaire et nous aurions pu regretter notre présence en un lieu où le PCI faisait figure d'élément dominant, au nom

d'une « unité d'action » comprise comme une pratique entriste.

Les militants libertaires auraient préféré, en conséquence, une plus grande diversité parmi l'assistance. Cela aurait permis de lever certaines ambiguïtés à un meeting aux allures, parfois, bien plus trotskyste que pacifiste.

On a beaucoup trop entendu le traditionnel discours anti-impérialiste marxiste, visant presque exclusivement les Etats-Unis, au détriment d'une pensée plus largement pacifiste. De la France, de la Grande-Bretagne, de l'Irak et autres pays il n'en a été guère question. Heureusement que Ronald Creagh a eu l'idée de nous lire une lettre ouverte adressée à Margaret Thatcher, sinon nous aurions cru à une croisade exclusivement américaine dans le Golfe, comme au temps du Viêt-Nam. Bush, satanisé, tenait le haut du pavé pendant que Mitterrand semblait être oublié. Certes, le PCI a bien scandé un répétitif « Troupes françaises hors du Golfe ! »...

Comme s'il n'y avait que ces troupes. Mais, à part ça, notre politique gouvernementale ne recueillait pas autant de propos dénonciateurs que celle de Washington. Faut-il y voir un signe... une adhésion au pouvoir ? Difficile, donc, pour les libertaires d'espérer, lors de cette soirée, une condamnation ferme et globale de l'Etat, de l'armée... en un mot du pouvoir. Autant d'éléments que nous sommes bien les seuls à refuser. Lorsqu'il s'est agit de crier « Guerre à la guerre... insoumission, désertion ! » notre voix a été submergée par la litanie trotskyste « Troupes françaises... », voire par le terme « Unité ! ».

C'est donc un meeting en demi-teinte auquel nous avons participé. Un meeting convoqué par des gens de bonne volonté certainement, mais tous loin d'être profondément gagnés aux valeurs libertaires,

d'où nos réserves. Un meeting dont le sens pacifiste a pu échapper à certains, soucieux de soigner leur image de marque en occupant un terrain et, au sens propre comme au sens figuré, une tribune. Certains avec qui les libertaires, servant pour l'occasion — et bien involontairement — de faire-valoir, ont généralement bien peu de rapports.

Il serait temps que le mouvement anarchiste se concerte pour impulser sa propre dynamique anti-guerre, et échapper à ces happenings monochromes, issus d'un autre âge, que confère une stratégie de récupération politique.

Claude Nepper
(gr. François-Rabelais)

8 DECEMBRE 1990

Rassemblement parisien contre les bavures policières

Dans le froid du samedi après-midi parisien, du 8 décembre, quelques centaines de militants antifascistes, sympathisants de différents comités, se sont réunis place de la Sorbonne. Cette année, sur la commémoration de l'assassinat de Malik Oussekiplane l'ombre d'autres bavures, de nouvelles formes de répressions.

Souvenez-vous : décembre 86, rue Monsieur-le-Prince, une bavure parmi beaucoup d'autres... Depuis, il y eut Claudio à Vaux-en-Velin, pour ne citer que le dernier en date. Et puis la répression, presque quotidienne, qui tente de criminaliser de manière humiliante toute action spontanée, ou non, qui ne se contente pas des sages pratiques de la contestation « traditionnelle ». On en aura une nouvelle démonstration à la fin, un peu confuse, de ce rassemblement.

Il s'agissait d'une action symbolique, destinée simplement à marquer le coup, à montrer que l'indifférence n'est pas le lot de tous.

Sur la place de la Sorbonne, quelques prises de paroles précisèrent la signification de l'événement. La lecture d'un texte le plaça dans la perspective du soutien aux victimes des condamnations liées aux dernières manifestations et révoltes lycéennes. L'écrivain Serge Livrozet insista plus vivement qu'on ne peut l'écrire sur la distinction entre la justice des juges et l'équité, et rappela la nécessité des combats contre les scandales de cette société. Combats pour vivre, et non plus survivre. Enfin il fut souligné que le nombre n'était pas l'essentiel de l'action.

A quelques mètres de là, la rue Monsieur-le-Prince devint rue Malik-Oussekiplane, de retour à la Sorbonne le cortège se dispersa. Il n'y aurait pas grand chose à en dire, si sous prétexte d'un incident de circulation la police, qui n'attendait que cela, ne se lança dans une chasse au « look » manifeste, embarquant une quinzaine d'individus. Les badauds du boulevard Saint-Michel purent assister au spectacle de la fouille en pleine rue sous l'œil d'un camera vidéo maniée, presque professionnellement, par un policier. Et ne parlons même pas des personnes menottées escortées par des colonnes de CRS.

Olivier Berthelin (Cercle anarchiste François-Rabelais)

MANIF

A bas toutes les armées !

Le 4 décembre, à Paris, sur la place de la République, était donnée pour quelques milliers de manifestants l'occasion d'exprimer à nouveau leur refus de la guerre. A l'appel de plusieurs personnalités et des organisations politiques déjà connues pour leurs initiatives contre le conflit dans le Golfe, le cortège s'est rendu jusqu'à la place Saint-Augustin, à quelques encablures de l'Élysée !

On retrouvait, au coude-à-coude, (ou presque !) le Mouvement pour la paix, le Parti communiste, la CGT, les Kurdes, les Turcs et la Ligue communiste révolutionnaire. Le MRAP et les objecteurs de conscience avaient, eux aussi, répondu présents.

La Fédération anarchiste, quant à elle, fermait la marche, et il faut dire qu'elle était bien la seule à scander des slogans sans équivoque, du style : « Guerre à la guerre... insoumission », « Bleue, blanche ou rouge, à bas toutes les armées ».

Pour le reste, on a pu entendre en vrac quelques slogans pro-palestiniens ou bien encore quelques formules devenues célèbres chez les trotskystes, dont celle-ci : « Logique de guerre, logique d'austérité. Nous ne mourrons pas pour les pétroliers ». Comme si nous devions mourir pour autre chose !

A.D.

DOUBLE PEINE

Le faux-vrai document transfrontières

M ercredi 5 décembre, 21h30, aéroport de Roissy, un groupe d'une trentaine de personnes formé de membres et sympathisants du Comité contre la double peine et de militants anti-racistes se retrouve devant l'aérogare 12. Le but : s'opposer, dans la mesure du possible à l'expulsion « illégale » de Frank Gaba, ressortissant togolais de 41 ans (1).

L'engrenage

Frank Gaba, entré en France le 27 octobre 1974, est inscrit sur le territoire français, avec une carte de résident privilégié de 10 ans, qui expire en mars 1997. Il travaille en France. Arrêté à l'aéroport Charles-de-Gaulle, il est accusé d'avoir vendu du cannabis, et au mois de novembre 1988, il est condamné à 5 ans et à une interdiction définitive du territoire français (IDTF) par la Cour d'appel de Paris. Une fois sa peine purgée, il est directement emmené au centre de rétention du Mesnil-Amélot. Au bout de 6 jours, la préfecture de Bobigny n'a toujours pas obtenu du consulat togolais à Paris le laissez-passer qui « permettrait » à Frank Gaba, en mauvaise santé, de retourner dans son pays d'origine. Celle-ci décide de se passer de ce document transfrontière et de l'expulser malgré tout. Ben voyons! Pourtant, Jean-Marc Sauvè, lui-même, directeur des libertés publiques et des affaires juridiques, dans une circulaire du 5 juin 1990 concernant les décisions de refus de séjour adressées à Madame et Messieurs les Préfets et à Monsieur le Préfet de police précise à propos

des mesures à prendre pour assurer l'exécution effective des expulsions et interdictions de séjour : « Il convient systématiquement de prendre contact avec les consulats étrangers pour obtenir les documents transfrontières nécessaires à l'éloignement des intéressés. A cet égard, je vous rappelle que si dans un délai maximum de sept jours imparti à l'administration pour éloigner du territoire un étranger reconduit, vous n'obtenez pas les documents sollicités, vous pouvez me demander de prononcer à son encontre un arrêté d'assignation à résidence (le suivi de ce type de décision ayant fait l'objet de ma circulaire n° 90-23 du 24 janvier 1990). » Or, comme tout un chacun sait : « nul n'est censé ignorer la loi ». Y compris ceux qui sont censés la faire appliquer. Alors, un oubli peut-être ? Non, mais il n'y a peut-être plus de place dans les centres de rétention et la liste d'attente est longue? Qui sait? Personne ou presque n'a le droit d'aller voir ce qui s'y passe dans ces centres « d'hébergement ». Frank Gaba n'est en fait qu'un exemple, parmi tant d'autres, des étrangers qui subissent quotidiennement le non-droit depuis leur entrée sur le sol français jusqu'au moment de leur renvoi ; il n'est qu'une victime parmi tant d'autres de la double peine (expulsion + prison). Tout résident étranger peut faire l'objet d'une expulsion à la suite d'une condamnation. Ce bien-sûr, malgré les déclarations de François Mitterrand aux Assises nationales sur les nouvelles solidarités, le 9 janvier 1989 : « ceux qui commettraient la faute, par voie de délinquance de s'écarter des intérêts de notre pays, doivent subir la loi que subirait tout Français dans la

même situation, mais non point avec une exclusion supplémentaire. » Mais au PS et au gouvernement, on n'est plus à une contradiction et à une expulsion près.

Seulement, cette fois-ci, la victime n'était pas seule. En prison, comme de nombreux autres détenus menacés d'expulsion, il était déjà en contact avec le Comité contre la double peine. C'est lui, mercredi dernier, vers 19 h que Frank Gaba a prévenu de son départ imminent pour l'aéroport de Roissy. Branle-bas de combat ! Trouver l'horaire exact du vol, le nom de la compagnie, le numéro de l'aérogare et des copains rapidement mobilisables.

Entre la prison et l'avion

A 21 h 30, Frank Gaba était déjà dans la zone internationale, encadré de deux policiers. D'un geste de la main, il nous fait comprendre qu'il refuse de monter dans l'avion. Le nombre de personnes mobilisées et leur entêtement sont suffisamment importants pour que les officiers de la police de l'air et des frontières, mis au fait du caractère illégal de cette expulsion et visiblement pas très à l'aise dans leurs « baskets », acceptent qu'un membre du groupe parle à Frank Gaba. Juste histoire de lui dire que le comité veille et que son expulsion est illégale. Frank Gaba va passer la nuit au dépôt de Bobigny. Il vient de refuser d'obtempérer et risque, à ce titre, plusieurs mois de prison fermes.

Le lendemain, quelques membres du comité sont présents au tribunal correctionnel de Bobigny. Pas de Frank Gaba mais de

nombreux autres « cas » jugés pour infraction à la législation des étrangers (ILE) ou encore refus d'embarquement. Il passera en fait le lendemain, vendredi, à 13 h, à l'ouverture des audiences. Le comité qui l'apprend au dernier moment et ce, à cause de la mauvaise volonté du personnel du tribunal de Bobigny (ce n'était peut-être pas la peine de le préciser) arrive trop tard. La sentence est déjà prononcée : 4 mois fermes et une interdiction définitive du territoire de 5 ans (il en a déjà une définitive, mais ce n'est pas grave !). La demande d'assignation à résidence faite entre temps par le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié des peuples (MRAP) en vertu de la circulaire précédemment citée n'a rien changé. L'avocat de Frank Gaba n'était pas là. L'avocate commissaire d'office (très peu d'avocats — faute d'intérêt pour ces problèmes — sont compétents en matière de législation sur les étrangers) n'a rien vu et n'a pas contesté qu'on fasse un procès à Frank Gaba qui n'a fait que refuser d'obtempérer à une décision illégale. Celui-ci est retourné à Fleury. Il a dix jours pour faire appel, sachant que cela peut très bien se retourner contre lui et qu'il peut voir augmenter sa peine de prison et son interdiction de territoire. A quand les interdictions à perpétuité du territoire français ? Affaire à suivre.

Anne

(1) Juste à côté de notre bande de ouistitis (dixit un des officiers de police), pas moins de 4 cars bleu marine déversent leur trop plein de gardes mobiles en partance pour l'Afrique et bien décidés à y protéger les intérêts du pays des droits de l'homme. Pour tout contact : Comité contre la double peine, 40, rue de Malte, 75011 Paris. Tél. : (16) 1.43.57.38.15.

Liberté à corps et à cris

(suite de la une)

L'Angleterre fut le premier Etat d'Europe occidentale à légaliser l'IVG en 1967. Il fut suivi dans les années 70 par presque tous les autres pays d'Europe, grâce à la pression de la rue et aux mobilisations massives des femmes. L'Irlande, la Belgique et la Suisse restent sur des positions répressives, l'Irlande battant tous les records de l'obscurantisme puisque l'IVG y est strictement interdite, y compris pour des raisons médicales.

Dans tous ces pays où l'Etat s'est décidé à lâcher un peu de droit aux femmes, la plupart du temps, répétons-le, après maintes luttes et maints procès, l'« ouverture » des lois en question reste très variable quant aux délais autorisés : 10 à 12 semaines comme en France, Finlande, Grèce, Autriche, Portugal, Espagne, RDA, jusqu'à 18 voir 24 semaines ou aucune limite comme au Royaume-Uni (sauf Irlande) en Suède, à Chypre, aux Pays-Bas. La diversité règne également au niveau des avis requis pour rester dans les limites de la loi : le pays de la liberté en l'occurrence restant de très loin la Suède où toute femme le désirant peut avoir accès gratuitement à l'IVG après consultation médicale. Mais le décalage entre le cadre législatif autorisé et l'application réelle de la loi dépend de facteurs multiples. Là encore, on retrouve deux éléments déterminants : l'attitude du corps médical et le climat moral qui entoure l'avortement. A cela viennent s'ajouter les conditions économiques et culturelles qui font qu'aucune femme ne bénéficie d'une égalité de chance pour avoir accès à l'IVG, quel que soit le pays où elle vit.

La situation faite aujourd'hui aux centres IVG français — indépendamment de toute attaque intégriste — montre bien qu'il ne suffit pas de voter une loi pour qu'elle s'applique correctement. Le droit de femmes à maîtriser leur fécondité dépend des moyens que l'on mettra à disposition des centres d'IVG pour que ce droit puisse s'exercer !

D'une façon générale, il est assez difficile d'obtenir des statistiques fiables (en particulier en France) sur le taux d'avortements. Cependant, on peut affirmer deux grandes tendances, valables internationalement :

— là où l'avortement est autorisé, le nombre d'avortements clandestins diminue, ainsi que leurs conséquences tragiques (voir plus bas) ;

— la proportion d'IVG est pour une grande part dépendante de l'utilisation de la contraception et de son efficacité.

Quand l'interdiction et l'indifférence entraînent la mort

La règle opposée s'applique également pour toutes les femmes, du Nord au Sud, d'Orient en Occident : là où l'avortement est interdit, les avortements clandestins progressent et avec eux progressent les effets dévastateurs : infection, stérilité, solitude, traumatisme psychique grave, mort.

Une étude effectuée dans 6 pays en voie de développement par l'IPPF dans la fin des années 70 indique le chiffre de 207 avortements provoqués pour 1000 naissances et entre 70 000 et 100 000 décès maternels dus aux complications des avortements illégaux des pays concernés.

A Durban, en Afrique du Sud, 19% de tous les décès maternels étaient dus pour cette même période à un avortement illégal. A Brésil, il y aurait entre 2,5 et 4 millions d'avortements illégaux avec un grand nombre de décès.

Une autre règle s'applique infailliblement d'un bout à l'autre de la planète : l'accès à une IVG est beaucoup plus facile et beaucoup moins dangereux pour les femmes éduquées de classes moyennes ou supérieures. L'exemple de l'Argentine est à ce titre révélateur. L'avortement y est

strictement interdit, mais on le pratique beaucoup dans des conditions qui dépendent entièrement du nombre de dollars dont on dispose. Ainsi, pour 3 ou 4 mois d'un salaire moyen on aura un avortement pratiqué sous anesthésie générale en présence d'un anesthésiste et d'un gynécologue. Pour moins cher, le médecin est seul et pratique lui-même l'anesthésie et l'avortement. Si vous fournissez la seringue, le flacon d'anesthésiant, les gants, les gazes et tout le matériel c'est encore un peu moins cher. Enfin, vous pouvez aussi avorter sans anesthésie : le médecin donne un calmant et opère...

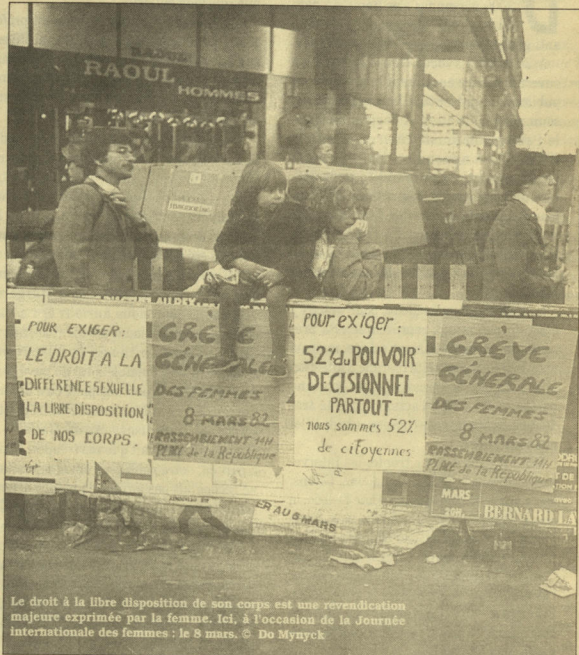
Mais la majorité des femmes argentines ne peuvent pas s'offrir la somme minimum pour avorter dans les conditions aseptiques nécessaires. Pour elles c'est encore et toujours le règne des aiguilles à tricoter, des sondes et des queues de perail provoquant un avortement incomplet avec infection ou perforation. On estime à 180, par an, le nombre de femmes argentines qui meurent ainsi de septicémie, soit la mort d'une femme tous les deux jours.

Dans tous les pays du monde, un grand nombre de femmes essaient toujours et à tous prix d'avoir un avortement, quel que soit le danger qu'il représente pour leur vie.

On peut dire que le taux de mortalité dû aux conséquences des avortements clandestins ou des grossesses non désirées est un phénomène complètement négligé par la médecine internationale. Combien faudra-t-il encore de morts, d'enfants abandonnés pour que les pouvoirs de toute obédience qu'ils soient, admettent que la libéralisation de l'IVG est moins morbide que son interdiction ?

Combien faudra-t-il encore de corps mutilés pour que le corps médical se solidarise enfin, dans son ensemble, avec la liberté des femmes, c'est à dire avec leur liberté de désirer ou non un enfant ?

Le droit de prendre un contraceptif ou d'accéder à l'IVG c'est le droit de désirer et



Le droit à la libre disposition de son corps est une revendication majeure exprimée par la femme Ici, à l'occasion de la Journée internationale des femmes : le 8 mars. © Du Mynnyck

de naître désiré. Il en va de ce droit là comme de l'ensemble des droits fondamentaux des femmes. Pour la majorité d'entre elles le droit n'existe pas, car on ne leur octroie même pas le droit de vivre : on tue les petites filles en Inde, on les marie à peine pubères au Bangladesh. Pour les autres, leur existence va de coûts obligatoires en enfantements obligatoires.

Battues, humiliées, violées, excisées exhibées, vendues, prostituées, exploitées comme travailleuses ou majoritairement chômeuses, partout d'Amérique en Europe, d'Afrique en Asie les femmes

subissent toutes sortes de pressions conjugales et conjuguées : inertie des traditions, propagande morale et religieuse, joug de la misère.

C'est dans ce contexte précis que certains illuminés d'aujourd'hui tentent de faire reculer le peu de liberté que certaines ont chèrement acquies. Nous devons, plus que jamais, continuer la lutte afin que les moins baignonnées d'entre nous aident nos compagnes à hurler enfin leur révolte... sur le droit d'avorter et sur le reste. Tout reste à faire.

Yolaine Guignat (gr. Pierre-Besnard)

AVORTEMENT

Commando anti-IVG à Lyon

Le mercredi 5 décembre, à 8 heures, une trentaine de personnes ont investi le service d'orthogénie de l'hôpital de la Croix-Rousse, à Lyon. C'est la seconde fois, cet automne, que les commandos anti-avortement s'attaquent à des centres hospitaliers publics lyonnais. Comme à l'Hôtel-Dieu, les fanatiques du mouvement « Opération sauvetage » ont bloqué l'accès du service, vandalisé la salle d'opération en débaltant les instruments stérilisés. Après une heure d'occupation, les forces de l'ordre, à la demande du directeur de l'hôpital et du préfet, tentaient de faire évacuer les lieux. L'intervention des pompiers fut même nécessaire pour dégager le bloc opératoire auquel s'était enchaîné l'un des malfaiteurs.

Il va de soit que ces terroristes-là ne furent pas traités avec la même fermeté que le sont d'ordinaire les squatters, qui occupent, sans nuire à personne, des logements vides à quelques rues de là (cf. ML n° 804). Doit-on en conclure que lorsque les intérêts des promoteurs ou autres businessmen sont en jeu, les forces de l'ordre savent mieux faire appliquer la loi que lorsque les fonds publics et la liberté des femmes le sont ?

Le bilan de l'opération « sauvetage », qui aura duré trois heures, se solde, côté matériel, par une journée de non fonctionnement pour causes de réparations, de désinfection... et côté moral, par quatre interventions qui ont dû être repoussées. Ça peut paraître peu, mais pour chacune de ces femmes, ça représente énormément : l'absence répétée à leur travail, l'inconfort psychologique de la situation, et surtout l'insinuation d'un doute quant à la sécurité physique et morale que peut leur assurer le service public de santé, constitué pour appliquer une décision qui n'appartient qu'à ces femmes. C'est cela qui est grave, et que nous sommes déterminés à défendre pied-à-pied.

Groupe Kronstadt de Lyon

POUR UN CHOIX A...

La libre maternité

À travers la défense des droits à la contraception et à l'avortement, les femmes revendiquent, en fait, leur droit à choisir (ou non) les conditions de leur maternité éventuelle. Celles et ceux qui s'opposent à ce droit peuvent être considérés comme des personnes soumises, pour certaines, comme des sauteurs, pour d'autres.

Cependant, il ne faudrait pour autant éluder tous les enjeux, qui se dressent autour de ces débats sur ce droit fondamental. En effet, vous connaissez, peut-être comme moi, quelques unes de ces femmes qui, voulant donner un but à leur vie, vont trouver refuge dans le choix d'une maternité, à l'insu de tout le monde. L'enfant « sans père » est alors trop souvent considéré par sa mère comme un objet, qui permet d'assouvir sa propre solitude.

En fait, dans ce genre de situation, tout dépend de la mère célibataire (ou non, là n'est pas l'obstacle qui empêche cette situation de « monopole parental ») et de sa volonté de se complaire dans cette solitude, ou au contraire de vouloir en sortir, ne serait-ce que parce que l'enfant ne reste pas confiné dans un univers trop restreint. Si, en tant qu'anarchistes, nous ne pouvons que nous opposer à la notion d'« enfant privé, défense d'approcher », attitude inverse aux principes d'éducation libertaire, nous ne pouvons pas nous satisfaire d'un discours stéréotypé, sans prise sur la réalité.

Nous savons, aussi, que la plupart des avortements sont librement consentis. Il en est également quelques-uns qui ne sont que des outils destinés à prouver au géniteur que la femme reste la seule à pouvoir décider si oui ou non il faut garder l'enfant. Cet abus du libre droit de maternité n'est lamentable que parce qu'il vise à substituer ou renforcer un matriarcat au détriment du patriarcat, quitte à prendre des embryons en otage.

Cette attitude, basée sur la recherche du pouvoir, doit elle aussi être combattue, car contraire à nos principes de liberté pour tout individu, femme ou... homme.

Comportements déviants

Bien que ces comportements déviants (car, ils dénaturent, de fait, la revendication de la libre maternité, pour en faire un instrument de vengeance envers les hommes et les enfants) soient encore relativement peu développés, il ne faut pas pour autant se cacher leur existence, qui ne résulte d'ailleurs que du désarroi de certaines femmes face à un milieu de vie abominable.

Il ne faudrait pas croire que les revendications des femmes ne se limitent qu'à une lutte aveugle pour la défense et l'obtention des droits à la contraception et à l'avortement.

Si l'accent est mis sur ces aspects-là, c'est parce qu'ils constituent sans doute le plus sûr moyen de faire des brèches dans ce patriarcat latent, qui n'en finit pas de disparaître.

En tant qu'anarchistes, nous ne devons pas avoir honte de tenir compte des déviances possibles, non pour les dénoncer, mais pour en souligner la raison, le mal-vivre original.

Car finalement, ce que nous défendons à travers le droit à la contraception et l'avortement, c'est cette volonté que nous avons d'en arriver à une société où les rapports entre les individus puissent s'établir sur des bases saines et librement choisies. La maternité ou son refus ne pourraient plus, alors, être d'éventuels palliatifs à un mal-vivre sociétal, mais deviendraient plutôt l'aboutissement d'une démarche consciente, librement déterminée.

Face aux partisans d'une limitation des droits à la contraception et à l'avortement n'ayons pas peur de répondre que leur soi-disantes considérations morales ne sont que d'immorales justifications de l'actuel désordre social, où les droits de l'enfant ne sont pas vraiment pris en considération. Continuons de lutter pour le droit à une libre maternité, droit nécessaire pour la mise en place d'une éducation libertaire.

Marie Lenaye (gr. de Rennes)

Sur

A peine son médium naient que d'Hersant av Maxwell sur Le pavio envoie des parts pour s mise. Ça a réusir en E

D'un

Ça aurait 40% du capi tidien ancien Contrainem les représen jouaient cart coup de cont baissé de 30 fin Hersant Stockholm (

Le plus étr tête du dire Sebestyen, que les trava souviennent près de la pl autour du di Heures. Qu galère ?

Nous, ou p grois, verron taliste du di tidien de Fra Pour reve enfance, il y

Le

Les mal-bisontins petits, et prendre l novembre

L E me ri pô qu

Grenoble, St Cette ambit répondre a time. Mais el les autres un culier, un dé publics. On s'accentuer l'accès à l'ens Péril que l'on temps que le

L'exemple étudiants en peut-être ex ce point, mai inquiétudes d

Depuis le investi l'ancie ville appelé G tenus par de présence du Lettres, se so en brisant le déposant à l' Les princip étaient périé lors les périé sensibilisant

LIVRE CGT

Sur l'échiquier de la presse

A peine l'encre de la dernière livraison était-elle sèche que les médias français, ébahis, apprenaient que dans un créneau juteux « Bob » Hersant avait coiffé « Captain Bob » Maxwell sur la ligne d'arrivée hongroise. (1) Le papivore est coutumier du fait, il envoie des hommes à lui acheter des parts pour son compte et après il rafle la mise. Ça a réussi en France, ça a failli réussir en Espagne... mais en Hongrie ?

D'un journal à l'autre

Ça aurait duré six mois pour prendre 40% du capital du *Magyar Nemzet*, quotidien ancien et prestigieux de Budapest. Contrairement aux avatars précédents, les représentants du patron du *Figaro* jouaient cartes sur table. Il y a eu beaucoup de controverse, des ventes qui ont baissé de 30 000 exemplaires, mais à la fin Hersant a été préféré à un groupe de Stockholm (*Dagens Nyheter*). (2)

Le plus étrange est la nomination, à la tête du directeur du journal, de Tom Sebestyén, ancien patron de l'*Express*, que les travailleurs du livre français se souviennent d'avoir rencontré à Paris, près de la place de l'Étoile, pour discuter autour du lancement d'un quotidien *24 Heures*. Que vient-il faire dans cette galère ?

Nous, ou plutôt les travailleurs hongrois, verront ce que vaut la soupe capitaliste du directeur du « plus grand quotidien de France ».

Pour revenir au doux pays de notre enfance, il y a la partie visible de l'ice-

berg, c'est-à-dire les problèmes de direction du journal *le Monde*. Il faut dire que l'ex-quotidien de la rue des Italiens a une structure assez unique, avec une société de journalistes et une société d'actionnaires régissant... influant sur le choix du directeur (3). Le dernier candidat « choisi » par les journalistes a été « rejeté » par les actionnaires. *Quid de l'avenir ?* On ne sait pas trop...

Dans le puzzle de ce qu'il est convenu d'appeler l'univers de la communication, l'hallali semble avoir été donnée contre les travailleurs du livre. Le syndicat patronal des quotidiens régionaux (SPQR) traîne des pieds pour signer la convention collective dernière mouture. L'attaque, si elle est réussie en province, monterait à Paris et disent les gens informés se préciserait au *Monde* où le micro-climat plaît au patronat. Lirons-nous dans le marc de café ? Non, on espère que les syndicalistes du livre sauront secouer corporatismes et avantages éphémères pour être au XXI^e siècle, plus qu'un souvenir de la CGT unitaire de l'âge d'or du syndicalisme, mais une force contre le capitalisme.

Sitting Bull

(1) D'où le sentiment amer pour certains d'avoir travaillé pour le roi de Prusse... va savoir !

(2) Quelle mosaïque se cache derrière le quotidien suédois, socialiste ou simple affairiste ? L'enquête piétine.

(3) Il n'y a plus au *Monde* un patronat unicephale, celui-ci est tempéré par les sociétés des journalistes et celle des actionnaires. D'où dans la maison un certain évangélisme qui étouffe à l'extérieur.

METRO

Les paradoxes sécuritaires

SOUVENT, pour ne pas dire très souvent, l'usager de la RATP est victime de perturbations sur telle ou telle ligne de métro ou de bus. Perturbations dues à l'agression d'un agent de la régie. Dans la tête de ceux qui, contraints par leur travail, fréquentent assidûment les transports en commun, un doute s'insinue. La fréquence de ces « agressions » ne serait-elle pas liée à des dysfonctionnements du service public. Comme usager, avec l'aide de travailleurs de la RATP, je me suis livré à une petite étude pour avoir une vision globale du problème. Chaque « agression » est traitée de manière locale et n'émeut que les lignes concernées.

Mais contrairement à ce que véhiculent complaisamment médias et certains syndicats soucieux de démagogie, l'insécurité dans les transports en commun n'est pas du seul fait de la délinquance, des bandes... des marginaux. Certes la violence dans les véhicules et les couloirs de la RATP n'est pas un mythe. Violence verbale, rarement physique, débouchant exceptionnellement sur des blessures ou des morts, vol, harcèlement sexuel tout cela fait partie de la réalité des transports en commun. Mais, les proportions sont toute à fait identiques à celles de la rue. Sur les millions de voyageurs qui transitent chaque jour (900 000 sur une seule ligne) les agressions se comptent à l'unité par semaine ou par mois et concernent à plus de 90% des contrôleurs ou des agents, agissant de manière répressive sur des *daggers* ou des fraudeurs.

Mythe, la violence ne l'est pas, mais pour chacun des millions d'usagers, elle

ne se concrétise que par une atmosphère de tension créée en partie par les mauvaises conditions de transport : longues attentes aux guichets, véhicules bondés, personnel peu disponible aux renseignements et souvent gêné par une inefficace organisation du travail, une hiérarchie tatillonne et un nombre trop faible pour répondre aux besoins d'un public de plus en plus nombreux. Ces désagréments augmentent l'irascibilité de chacun, il ne faut souvent pas grand chose pour que le ton monte, passe à l'insulte ou à la bousculade. Et s'ajoute l'obsession du contrôle et de la répression.

Une surveillance criminogène

Il semble que l'attitude générale des groupes de contrôleurs et des quelques centaines, à peine (pour des kilomètres de couloir), d'agents des différentes brigades spéciales ou policière soit criminogène... Aussi surprenant que cela semble à la logique, ceux qui ont en charge la « sécurité » sont responsables et objets de plus de 90% des « agressions ». Plus généralement que les provocations dues par exemple aux attitudes souvent racistes, à la traque systématique des faciès, s'ajoutent les effets d'une politique plus large. Les opérations de contrôle « coup de poing », touchant les plus marginaux et déversant des amendes sur les plus démunis, obtiennent un effet vengeance qui se concrétisera sur un agent isolé ou par des jets de pierres en direction d'un bus, la nuit dans une citée « chaude ».

Quant à la police et aux brigades spéciales, l'ampleur des kilomètres et du nombre des usagers à surveiller est telle que leur présence est plus provocatrice que dissuasive. En fait cela aboutit à créer des stations repoussoirs où dans un subtil jeu de manipulations les services de police peuvent recruter des indics et se livrer à des opérations spectaculaires.

Contrôleurs, policiers... leur présence serait justifiée si, dans le cas des seconds, ils pouvaient représenter une protection efficace contre des délits qui, somme toute, ne sont pas si nombreux. Mais ce n'est pas, et ne peut être le cas. A moins d'imaginer une omniprésence que même les dictatures les plus policières ne peuvent mettre en place, leur dissuasion ne peut être que limitée. Quant aux contrôleurs, qui mobilisent un personnel qui pourrait être mieux utilisé pour le service public, leur rôle ne se justifie que par le prix du billet. La faible part du titre de transport dans le budget global de la RATP (34% du seul budget exploitation, sans tenir compte des investissements) nécessite-t-elle une semblable débauche d'énergies et ses effets pervers sur l'agressivité des usagers. Entre l'amélioration du service public et la répression peu efficace, un choix a été fait. Nous, usagers et agents de la RATP en subissons les conséquences. Il ne serait pas déraisonnable d'envisager le problème de l'« insécurité » sous un autre angle. En améliorant les conditions de transport et réduisant les causes de provocations, on réduira d'autant les sentiments de malaise et les « agressions ».

Jacques Niltreb

LUTTES ESTUDIANTINES A BESANÇON

Le squatt universitaire

Les mal-logés ne sont plus les seuls squatters. Les étudiants bisontins en ont eu assez de devoir étudier en des locaux trop petits, et mal adaptés à un afflux étudiantin. Ils ont donc décidé de prendre le problème à bras le corps en squattant, depuis le 14 novembre, un bâtiment administratif désaffecté.

Le récent rapport du gouvernement sur l'enseignement supérieur prévoit la création de pôles d'excellences autour de quelques grandes universités : Grenoble, Strasbourg, Orsay, Toulouse. Cette ambition politique qui prétend répondre au défi européen est en soi légitime. Mais elle peut laisser craindre pour les autres universités, les petites en particulier, un désengagement des pouvoirs publics. On risquerait alors de voir s'accroître les inégalités existantes dans l'accès à l'enseignement et à la formation. Pêril que l'on pensait repoussé en même temps que le projet Devaquet.

L'exemple de la lutte que mènent les étudiants en Lettres de Besançon est peut-être exemplaire non seulement sur ce point, mais encore sur les manifestes inquiétants des jeunes face à l'avenir.

Depuis le 14 novembre, ceux-ci ont investi l'ancien hôtel de police du centre-ville appelé Goudimel. Les étudiants, soutenus par des dizaines de lycéens et en présence du doyen de la faculté des Lettres, se sont appropriés les bâtiments en brisant les chaînes du portail et en déposant à l'entrée le franc symbolique. Les principaux médias de la région étaient présents ce jour et relatent depuis lors les péripéties des actions menées, sensibilisant la population à un problème

qui pour n'être pas récent devient crucial.

Le site occupé par les étudiants est à l'abandon depuis six ans, date à laquelle la police démolissait dans de nouveaux locaux. Les 2 200 m² inoccupés correspondent à une partie de la surface qui serait nécessaire pour désengorger la faculté des Lettres. Depuis six ans certains cours de DEUG se tiennent les portes ouvertes, afin de profiter de l'espace offert par les couloirs. Certaines années, par manque de salles, les professeurs ont dû tirer les cours au sort. Régulièrement l'université doit louer des salles de théâtre ou de danse à la municipalité pour accueillir des cours.

Les retards accumulés

Les aménagements prévus sans commune mesure avec la progression actuelle du nombre des étudiants. En 1995, ils seront 6 100. Le déficit en superficie sera alors de 6 900 m². Ceci donne l'impression que ce phénomène n'était pas prévu, encore moins recherché. Des perspectives de 80% de lycéens au niveau du baccalauréat ne sont elles pas annoncées depuis des années ?

Les projets d'agrandissement existent bien, le premier devrait aboutir en 1992, mais les étudiants ne veulent pas

attendre cette date qu'ils craignent voir repoussée. On peut les comprendre, le site choisi est en projet depuis 1967 ! Pour en finir de présenter la situation locale, ajoutons que la faculté des Lettres fonctionne avec le même budget depuis 15 ans, alors que ses effectifs ont doublé. Les faits ici exposés ne concernent que les manques de locaux parce qu'une coordination étudiante s'est créée et agit pour trouver des réponses à ce problème. Ils ne sont pas pour autant les seuls. Des travaux dirigés (TD) sont censés avoir lieu avec des groupes de 80 étudiants, les personnels techniques (ATOSS) manquent dans de nombreux services (nombre de cartes d'étudiants ne seront délivrées qu'en janvier)...

Le cas de Besançon, pour exemplaire qu'il soit, n'est certainement pas unique en France. Pas plus que ne doit l'être la manière dont les pouvoirs réagissent aux actions menées. Le maire de la ville, Robert Schwint (PS) n'a pas encore pris position officiellement sur le dossier. Le président de l'université et le recteur se rangent à la position du ministère de l'Éducation nationale, qui refuse d'engager un financement supplémentaire pour parer à l'urgence de la demande. Ce faisant, ces élus ne représentent pas ceux par qui et pour qui ils sont élus : enseignants, étudiants et personnels des établissements. Ils servent de relais au pouvoir central. Il est encore des limites à la décentralisation qui pèsent lourd dans le dynamisme régional. Comme souvent, une des réponses des pouvoirs a été de stigmatiser une « poignée d'irresponsables ».

L'accusation de « gauchisme-stalinien » a même été prononcée.

Il reste la spécificité de ce mouvement. Besançon est la ville de naissance de deux grands socialistes que l'on dit utopiques : Charles Fourier et Pierre-Joseph Proudhon. La lutte des LIP, qui a tant marqué les années soixante-dix s'était encore à Besançon. Il y a ici une tradition historique de lutte, de représentation des citoyens, de refus des décisions arbitraires, non concertées. Bien sûr, aucune rhétorique de ce genre, aucune de ces références ne sont utilisées par les étudiants, mais on ne peut s'empêcher d'y penser.

La lutte... une tradition

Depuis le 14 novembre, Goudimel est occupé. La nuit, ils sont une vingtaine à y dormir. Il y vivent, aidés par une partie de la population. Le jour, des cours sont assurés en toute illégalité par des professeurs qui soutiennent le mouvement ou n'avaient jusqu'alors pas de salle suffisante. Une exposition photographique sur le mouvement va avoir lieu. D'autres manifestations culturelles et conviviales sont envisagées. Les étudiants veulent voir loin !

Ce qu'expriment à Besançon des étudiants c'est le même malaise qui s'écouait dans les rues, il y a encore peu, avec les lycéens : la peur de n'être pas au rendez-vous de la prospérité promise.

François Sicot (sociologue)

COMMUNIQUE

Libérez les « casseurs »

Considérant la justice à deux vitesses qui blanchit les parlementaires, mais condamne à 8 mois de prison ferme pour le vol de deux pulls-over, voire à deux ans pour possession d'une barre de fer ;

— considérant les paroles déplacées du procureur de la République de la 23^e Chambre correctionnelle de Paris, qui a qualifié de « déchets de basse humanité » les personnes inculpées après la manifestation du 12 novembre ;

— considérant que les récentes scènes de violence et de pillage sont des phénomènes de société révélateurs, auxquels les pouvoirs publics ne savent répondre que par la répression féroce ;

— refusant de faire une différence entre bons casseurs et mauvais casseurs, lycéens et non lycéens ; nous réclamons l'amnistie de toutes les personnes inculpées et/ou condamnées suite aux manifestations lycéennes !

Quatre-vingt-deux étudiants de l'université Lyon II - Lumière

Mal-logés

Le 5 décembre, à 7 h, la police a démonté la tente située face à la mairie du 18^e arr. de Paris, où deux familles vivaient. Alain Juppé, le maire, a gagné son procès intenté pour occupation illégale de la voie publique. Face à cette situation Claudine Creach, n'ayant obtenu aucune aide ou proposition, a entamé une grève de la faim depuis le 7 décembre. Dans le 19^e, une famille de 9 personnes résiste encore, malgré le froid et la neige.

Le pourquoi d'un conflit irako-occidental

(suite de la une)

La deuxième preuve est constituée par plusieurs déclarations troublantes de personnages officiels américains, rapportées par le *Monde diplomatique* d'octobre 1990. Avant le début de la crise du Golfe, Saddam Hussein, reprenant l'ancienne revendication irakienne sur les îlots de Warba et Bubiyan, l'ambassadeur des Etats-Unis au Koweït, une semaine avant l'invasion du Koweït, lui déclara : « Nous n'avons pas d'opinions sur les conflits entre pays arabes, comme votre litige avec le Koweït (...). James Baker a demandé à notre porte-parole officiel d'insister sur ce point. » La même semaine, le porte-parole de M. Baker et son adjoint pour le Proche-Orient ont déclaré publiquement que l'Amérique n'avait pas l'obligation d'aider le Koweït si l'émirat était attaqué. Cette déclaration ne pouvait qu'encourager Saddam Hussein à envahir le Koweït. Au début du mois d'août, un proche conseiller de George Bush déclarait : « Nous avons le sentiment d'avoir conduit M. Saddam Hussein là où nous voulions qu'il soit ». D'après Bagdad, lors d'un entretien au mois d'avril avec deux sénateurs républicains, ceux-ci « flattèrent M. Saddam Hussein et l'assurèrent de leur amitié ainsi que de celle de M. Bush ».

Un nouvel ennemi

Une question nous vient donc immédiatement à l'esprit : qu'elles sont les causes qui ont motivé l'attitude des puissances occidentales face au problème irakien ?

En ce qui concerne les Etats-unis,

trois causes principales peuvent être dégagées.

La première est la fin de la guerre froide Est/Ouest qui a engendré des effets politiques et des effets économiques. Les Etats-Unis apparaissent jusqu'alors la seule puissance véritablement capable de s'opposer aux pays à régime socialiste et particulièrement à l'URSS. Or, la fin de la guerre froide les a politiquement rabaisés au même niveau que les autres grandes puissances. Une crise dans le Golfe, puisque menaçant la stabilité du marché pétrolier (corde sensible de l'ensemble des Etats de la planète) leur apparaissait donc comme un moyen de devenir, aux yeux de l'opinion internationale, le gendarme du monde et par conséquent de pouvoir proposer un « nouvel ordre mondial » beaucoup plus bénéfique pour eux. Du point de vue économique, la fin de la guerre froide menace dangereusement l'industrie de l'armement ainsi que tout ce qui peut y être tels que le nucléaire, la recherche spatiale... Une crise dans le Golfe, menaçant l'intégrité des émirats et/ou d'Israël apparaissait donc comme une solution idéale au problème. En effet, elle permet de se trouver un nouvel ennemi et, en plus, elle permet d'assurer des débouchés supplémentaires pour les ventes d'armes (l'industrie de l'armement a besoin d'exporter pour être rentable).

La deuxième cause expliquant l'attitude américaine face au problème irakien est l'ouverture des pays de l'Est. Les investissements étrangers, et en particulier japonais, se détournent de plus en plus des Etats-Unis pour se précipiter à l'Est. Les Etats-Unis,

vivant principalement sur le crédit, ont senti là une importante menace pour leur économie. Une crise dans le Golfe par sa portée sur le monde (menace de déstabilisation du marché pétrolier) et avec les Etats-Unis dans

La troisième cause est qu'une crise au sein des pays arabes, producteurs de pétrole, apparaissait à M. Bush comme un prétexte pour un déploiement militaire américain extérieur pouvant pallier une dépendance

brut provoque de graves difficultés pour les pays les plus pauvres (pays du Sud, d'Europe de l'Est, d'Europe centrale) ; comme à l'accoutumée, ce sont eux qui vont payer le plus durement les erreurs des pays les plus

Les Français quittent le port de Yambu à destination de Hafel Batine en Arabie Saoudite, le 2 octobre. © Witt/Sipa press



le rôle du justicier semblait à M. Bush comme un bon moyen de démontrer que son pays a toujours un poids politique important et reste donc une grande puissance économique qu'il ne faut pas dédaigner.

pétrolière mal contrôlée intérieurement.

En ce qui concerne l'attitude des autres puissances occidentales face au problème irakien, la cause principale en est la menace qui pesait sur le lobby militaro-industriel depuis la fin de la guerre froide. Tout nouvel ennemi potentiel était donc le bienvenu (2).

Les efforts de M. Bush pour convaincre les membres du conseil de sécurité des Nations-Unies d'approuver une résolution autorisant le recours à la force n'auront pas été vains. S'il s'est donné tant de mal, c'est probablement qu'il s'est aperçu qu'il manipulait une véritable bombe.

Risque de déstabilisation

En effet, Saddam Hussein, en annexant le Koweït, a remis en cause le statu-quo qui existait auparavant dans le Golfe. De plus, il lie la crise actuelle aux autres problèmes arabes (Liban, Palestine...). Pour ces deux raisons, il rallie à sa cause la plupart des peuples arabes. Il se crée donc un énorme risque de déstabilisation du monde arabe et en particulier des régimes des émirats. Conséquence, il pèse une lourde menace sur le pétrole : les grandes puissances — et donc les Etats-Unis — pourraient être obligées d'accepter un nouveau partage et un nouveau partage et un nouveau recyclage de la rente à leur désavantage dans le cas où nombre de peuples arabes s'empareraient du pouvoir.

Mais rien que le fait que Saddam Hussein puisse garder à long terme son emprise sur le Koweït et donc laisser les différentes places boursières dans l'incertitude pourrait faire naître un troisième choc pétrolier. Et bien que les milieux officiels et économiques le démentent, l'économie mondiale ne le supporterait pas. Déjà, à l'heure actuelle, la hausse du prix du

riches. La plupart des puissances occidentales (et notamment les Etats-Unis), s'acheminant, déjà, avant les événements actuels vers une nouvelle crise économique, ont pris peur. L'embargo (et plus exactement le blocus) envers l'Irak se révélant inefficace — du moins à court terme — le moyen le plus efficace venu à l'esprit de M. Bush pour désamorcer rapidement la bombe fut un ultimatum.

Comme bien des fois par le passé, le monde s'achemine vers une guerre où des milliers d'êtres humains vont perdre la vie, ceci afin de préserver les intérêts d'une poignée de privilégiés. Malgré l'opposition des peuples, les dirigeants en ont décidé ainsi ; ceci est le principe même du système parlementaire : les peuples ne peuvent que voter et « fermer leur gueule ».

Encore une fois, la bêtise de quelques dirigeants va se payer en monnaie humaine. Il paraît peut-être exagéré de parler de bêtise pour caractériser les hommes qui actuellement détiennent le pouvoir, mais s'ils étaient intelligents nous ne serions pas dans la situation présente.

Gr. FA de Nancy

(1) Selon le centre d'information sur la défense, il résulterait de la guerre contre l'Irak un minimum de 10 000 morts et 35 000 blessés.

(2) Selon le *Monde*, daté du 30 novembre 1990, la France va livrer des armes de défense anti-aérienne à l'Arabie Saoudite, au terme d'un accord conclu le 28 novembre, pour un montant supérieur à trois milliards de francs ; selon « de bonnes sources » un autre contrat de trois milliards de francs serait en discussion.

Journal sans publicité,
« le Monde libertaire »
a besoin de votre soutien.
L'abonnement en est un !

ALLEMAGNE

« République Utopia »

Tandis que l'Allemagne fêtait sa réunification dans une ambiance plutôt désempantée, un petit groupe de Berlinoises de l'ancienne partie Est de la ville manifestait sur l'Alexander Platz, haut lieu alternatif de Berlin, pour proclamer la « République Utopia ». Notre amie Dagmar en a profité pour les interviewer.

Dagmar : Qui êtes-vous ?

Les alternatifs : Nous travaillons. Nous sommes des étudiants, des artisans, des ouvriers. Nous sommes des objets de conscience. Enfin, un mélange multicolore. Unis par le refus de cet Etat, qu'on nous force d'adopter.

Dagmar : Le 3 octobre, jour de la « réunification », vous avez proclamé une « République allemande libre ». Provocation ?

Les alternatifs : Plus que ça. Car selon la volonté du pouvoir en place, nous sommes déclarés citoyens de la grande RFA. Or, démocratie ne veut pas dire dictature de la majorité sur les minorités (on a déjà vécu ça... merci !). Ces derniers mois, nous avons eu assez d'occasions de faire connaissance avec la RFA. Cet Etat sous le symbole de l'étoile Mercedes ne peut et ne doit pas être notre pays.

Nous nous sommes donc organisés pour manifester notre désaccord fondamental à l'annexion, l'Anschluss de la RDA. Notre désaccord avec la réalité RFA, c'est-à-dire ses structures politiques et économiques. Tout comme dans l'ancienne RDA, il nous

faut constater des contradictions profondes entre les prétentions théoriques du système politique, déjà tout à fait contestable en soi, et les rapports de force réels. De plus, la puissante économie allemande est en grande partie responsable du système économique mondial et de ses conséquences meurtrières.

Certes, il existe aussi en RFA des citoyens qui ont les mêmes convictions que les nôtres ; pourtant, dans cette société « pluraliste », on attribue à chacun un consensus minimal, lequel englobe l'approbation de structures de base de cet Etat. Mais pour nous, cette approbation est irresponsable...

Déjà, tout le processus d'unification a été imprégné par des violations du droit.

Contre le consensus

Dagmar : Mais quelles sont donc vos perspectives concrètes ?

Les alternatifs : Nous, nous voulons, à l'avenir, nous opposer avec vigueur à la réalité de la RFA. Notre appel au boycott des élections « unifiées » du 2 décembre n'était qu'un début. Nous sommes sans illusions sur les concessions éventuelles des administrations, par exemple en ce qui concerne le refus des passeports de la RFA. Mais où se trouvera la limite pour nos revendications minimales ?

Pourtant, l'essentiel de notre cause c'est vivre autrement. Car, qui réfléchit sur les possibilités d'une autogestion politique doit forcément trébucher sur un réseau de dépendances économiques, lequel enchaîne chacun de nous.

Nous ne sommes qu'au début. Début de projets et d'initiatives concrètes. Pour développer une vie alternative, il est essentiel de trouver des structures nouvelles pour le quotidien, par lesquelles nous pourrions surmonter ces dépendances plus facilement. Surtout, cela doit se faire au sein de la société même, sinon ça restera une affaire privée.

Dagmar : Avez-vous un « message » à transmettre aux libertaires français ?

Les alternatifs : Nous aimerions leur faire comprendre que ce ne sont pas tous les Allemands qui se jettent, tête baissée, dans l'unification. Pas tous ! Et ils doivent aussi savoir notre isolement, notre besoin de solidarité (1). Sur une de nos banderoles, on peut lire : « Condamner l'Irak — célébrer sa propre annexion ! ». Entre temps, la nouvelle capitale de la grande Allemagne a vécu une des batailles de rues la plus brutale depuis la fin de la guerre. Par une intervention massive, la police de Mompser, l'omnipuissant maire SPD (avant les élections de décembre), a vidé 13 des 128 maisons squattées à Mainzer Strasse, dans l'ancien Berlin-Est. Ce qui a brisé la coalition fragile entre la social-démocratie et la Liste alternative... Selon Mompser, les sans-abris qui veulent vivre de manière alternative sont des « criminels ». Pourtant, 20 000 appartements de Berlin-Est sont inhabités. Les spéculateurs immobiliers guettent déjà... Alors, nous, les « criminels » voulons continuer pour changer cela.

Dagmar

(1) Pour contacter nos amis allemands écrivez à : « Freie deutsche République », c/o Arne Gros, E. Ennuierstrasse, 7c, Weimar o-5300.

Sélection de Radio-Libertaire (89.4 FM)

Samedi 15 décembre
 — « La Chronique syndicale » (11 h 30 - 14 h 30) : chômeurs et extrême droite, avec les animateurs de la revue *Article 31* et les cheminots en lutte, en seconde partie.
 — « BDDA et Cie » (18 h - 19 h 30)
 — « Y'en a pas un sur cent » (19 h 30 - 21 h) : les anarchistes des années 90 parlent, avec Jean-Pierre, du groupe Henry-Poulaillie (Saint-Denis) de la FA.

Dimanche 16 décembre
 — « L'Imaginaire » (22 h - 23 h)

Mardi 18 décembre
 — « Blues en liberté » (10 h - 12) : Charlie Patton et ses suiveurs.

Mercredi 19 décembre
 — « Dazibao » (15 h - 16 h 30) : émission de la Coordination des lycéens et étudiants anarchistes.
 — « Femmes libres » (18 h - 20 h 30) : actualité des femmes en lutte.

INITIATIVE

« Des libertaires éditent »

L'association « Des Libertaires éditent » (DLE) a désormais son local (80m2), situé au 20, avenue Weber, à Pantin, près du métro Quatre-Chemins. Il servira au stockage et aux réunions... mais il coûte cher : 4 500 F de loyer et de charges et 20 000 F de travaux. « Des libertaires éditent » s'est créée en janvier 1990, sur une idée pleine de bon sens. La plupart des éditions anarchistes, portées à bout de bras par des militants manque de moyens, surtout d'espace où travailler et stocker. Bien sûr, aucun de ces « petits » éditeurs n'a les moyens, seul, de se payer le luxe d'un local parisien. Par contre, en regroupant les forces et les énergies... Le projet de DLE est de créer un pôle de rayonnement de l'édition libertaire. Si chaque édition reste totalement indépendante quant à son fonctionnement, quant au choix de ses livres ce local s'avère indispensable pour stocker, améliorer la diffusion, organiser des manifestations culturelles lors de la sortie des livres. Plusieurs mois de recherche viennent de porter leurs fruits.

Les quelques maisons, déjà membres de DLE : Acratie, Nautilus, l'Impliqué, Toxic Productions, Noir et Rouge... ne sont pas, en marketing, ce que l'on appelle des « labels porteurs ». Entre le sens des phrases imprimées et la vente en grandes surfaces, il faut souvent choisir !

Aussi, le local n'a-t-il pu être obtenu que grâce au soutien d'une quinzaine de souscripteurs. La situation, contenue des travaux nécessaires pour rendre le lieu viable demeure encore bien fragile et l'association a besoin d'aide. Aide sous forme non seulement de souscriptions, qui offrent aux membres adhérents des remises sur les ouvrages des éditeurs associés ; mais aussi une aide plus engagée de la part d'autres éditeurs anarchistes.

Déjà, des groupes à vocation éditrice, comme Courant alternatif-Paris, une association de diffusion (Rabelais-Diffusion), qui représente dans les librairies la plupart des publications anarchistes (entre autre celles de la Fédération anarchiste) vont utiliser ce local pour un loyer de quelques centaines de francs. D'autres éditeurs, comme Bagaudes, une nouvelle maison dont vous entendrez certainement parler, rejoignent « Des Libertaires éditent ».

Mais ce n'est pas suffisant pour réaliser la finalité de ce local, qui est de servir au développement du livre anarchiste. L'association a besoin de tout ceux qui pensent que le livre est un moyen indispensable à la propagation de nos idées.

Olivier (Rabelais-Diffusion)

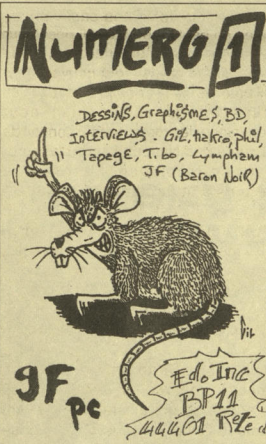
ERSKA Productions présente le jeudi 13 décembre

Alain Aurenche

Spectacle à 20 h 30. Entrée : 80 F

(réduction sur présentation de la carte de Radio-Libertaire : tarif 60F).

Espace Jemmapes, 116, quai de Jemmapes (M° Jacques-Bonsergent), 75010 Paris. Tél. : 43.60.79.18



Le restaurant associatif « Pain, roses et chansons » vous propose :

— le samedi 15 décembre, à 21 h 30, un spectacle du chanteur Walter Anice ;

— le samedi 22 décembre, à 21 h 30, un spectacle du chanteur Djamel Allam.

Participation aux frais : 40 francs.

Restaurant « pain, roses et chansons », 40, rue des Vignes, 94230 Cachan. Tél. : (1) 46.63.51.98

POLAR
Des crimes vraiment rouges

DEPUIS le coup d'Etat d'Octobre 1917, perpétré par la clique bolchevique en Russie, coup d'Etat baptisé révolution par tous les gogos depuis 70 ans, les complots, luttes pour le pouvoir, manipulations et massacres n'ont cessé d'être monnaie courante. Mais faute de documents précis et par suite d'un nombre incalculable d'interdits, il était relativement difficile de se faire une idée sur la situation réelle de la société, même si tout un chacun connaissait en gros l'état lamentable de ce pays et de sa population après ce long règne de terreur totalitaire. La politique entreprise par la Nomenklatura éclairée sous la conduite de Gorbatchev et de ses conseillers libéraux a permis d'entrouvrir le rideau de fer. Et les romanciers occidentaux de polars ou d'espionnage de s'engouffrer afin de construire scénarii et histoires. Ces histoires, basées sur les crimes au quotidien qui affectent la société civile, ou sur les luttes au couteau dans les allées du Kremlin, nous en disent un peu plus sur les tares et les espoirs qui agitent l'URSS de cette fin de siècle.

Dans *Une place vraiment rouge* (livre de poche, n° 7550) E. Topol et F. Neznansky nous entraînent dans l'ambiance « fin de règne » qui sévissait dans les dernières années brejneviennes. La famille du secrétaire général était mouillée jusqu'au cou dans les scandales et les détournements de fonds et était même liée avec la mafia. Un beau palmarès pour des représentants de l'avant-garde éclairée du prolétariat mondial ! Ce processus de gangstérisation du Parti (phénomène très bien mis en lumière par Françoise Thom dans son ouvrage *Le Moment Gorbatchev*, chez Pluril/Hachette) fut enrayé par l'arrivée au pouvoir des jeunes loups gorbatchéviens. Mais sans que cela, bien entendu, empêche complots et criminalité. Les complots anti-pérestroïka, on en retrouve trace dans deux romans. Dans *Opération Faust* de F. Neznansky (Denoël, 1988) un jeune juge d'instruction, de la trempe du juge Gdlian qui démantela la « mafia du coton » liée au

gendre de Brejnev, enquête sur un attentat dans le métro de Moscou. Au cours de ses investigations, il va découvrir un groupe secret, la « Fraternité afghane », formé de soldats d'élite à qui on a injecté une drogue pour les rendre insensibles à la peur. En fait, ce produit en fait des criminels qui, lâchés dans les villes de l'URSS, commettent forfaits sur forfaits. Cette vague de désordre est mise sur le compte de la politique laxiste des gorbatchéviens qui laisseraient, petit-à-petit, les tares occidentales d'infiltrer dans le pays. Des unités d'élite, les Spetsnaz, rétabliront l'ordre et le nouveau pouvoir réinstaurera les bonnes vieilles méthodes léninistes qui ont si bien su mettre au pas le peuple soviétique. Le complot sera déjoué, mais étouffé. Pas de procès public, élimination discrète des conjurés et le petit juge prié de fermer sa gueule, sinon...

Du sang sur la glassnost

Dans *Du Sang sur la glassnost* (éditions du Masque, 1990) Gérard Delteil nous entraîne sur les pas d'une journaliste indépendante qui cherche à savoir pour quelle raison un de ses confrères a été assassiné dans une gare de Moscou. Avec elle, vous plongerez dans les bas-fonds de la ville où sévit marché noir, truands spécialistes du « coup de Varsovie » (un contrat en argot soviétique), bandes de zonards anti-occidentaux qui traquent tout ce qui porte jeans et cheveux longs, représentants des mafias ouzbeks ou azéris. Vous découvrirez aussi qu'une fraction de nostalgiques du « bon vieux temps » manipule un gourou célèbre de la télévision, afin qu'il déclenche un pogrom antisémite dans toutes les grandes villes de l'Union, pogrom qui entrainera par réaction des manifestations, des émeutes, du désordre. Et l'armée qui rétablira, là aussi, l'ordre, s'emparant dans la foulée du pouvoir. Là aussi le complot sera déjoué et étouffé.

Les romanciers ne se contentent pas d'explorer les coulisses du pouvoir, ils se

penchent également sur le travail quotidien des flics de base. Le commissaire moscovite Porphyri Rostnikov imaginé par l'auteur américain S. Kaminsky est une vieille connaissance des lecteurs d'outre-Atlantique puisqu'il exerce ses talents depuis 1981, c'est à dire avant l'ère Gorby. Il nous arrive dans sa dernière aventure intitulée *Le Flic qui venait du froid*, (Le Masque, n° 2011), qui vient de recevoir le prix du roman d'aventures 1990. Ce flic qui lit de l'Ed McBain pendant ses enquêtes est envoyé en Sibérie pour élucider le meurtre d'un de ses collègues et également celui de la fille d'un dissident exilé. Comme quoi, même une enquête banale comporte des éléments liés à la sphère politique. Dans une société où l'idéologie politique s'est infiltrée partout c'est inévitable. Malgré un inspecteur chargé de le surveiller, malgré ses supérieurs hiérarchiques P. Rostnikov trouvera le coupable. Mais comme celui-ci est probablement un agent du KGB, il est obligé de le laisser filer. Sa seule consolation sera l'attitude digne de l'inspecteur chargé de le moucharder et qui se rangera de son côté en refusant de se parjurer.

Je ne peux terminer ce bref panorama des romans s'inspirant de l'URSS actuelle sans vous signaler un court récit sur les origines de la police politique, la sinistre Tcheka. Il s'agit d'un roman écrit en 1923 et jamais édité. Il paraît aujourd'hui et sa lecture est indispensable pour la compréhension du phénomène communiste. Son titre est *Le Tchekiste* de Vladimir Zazoubrine et c'est publié chez Christian Bourgois. Le tchékiste Sroubov est le prototype de ces flics rouges qui vendraient père et mère pour écraser toute velléité d'indépendance sur leur passage. Et si l'heure, dans les romans, est à la description de représentants plus humains de l'ordre soviétique, n'oublions pas que des milliers de Sroubov subsistent encore dans leurs bureaux mal éclairés où brillent néanmoins les portraits des fondateurs de la Tcheka.

Frank Murder

HUMOUR VACHE

Le Font et Val nouveau est arrivé

AVEC nouvelle d'une production originale à l'humour vache et bien noir, le Font et Val nouveau est arrivé. A consommer sans modération le cul au sec au bar de la « grande Jaja ».

Nos Laurel et Hardy

A gauche, sur votre compact à micro-ondes, Patrick Font et de l'autre côté, Philippe Val forcément. Le duo infernal, les Starsky et Hutch de la chanson française ou si vous préférez une autre comparaison, les Laurel et Hardy de la chanson décapante. On ne vous dira pas qui est Hardy, mais sachez que selon certaines sources bien informées Patrick Font a des liens de parenté avec le sergent Garcia.

Font et Val donnent enfin dans l'humainitaire en soutenant les grandes causes et les grands malades du moment. Ils sont tous là pour ce « super malades show », pour une « Sacré soirée » avec les vedettes et les péniches du « chobizniais ». Jean-Pierre Foucault et Patrick Sabatier, la graisse éternelle de Demis Roussos, la voix pure chèvre de Francis Cabrel, Gérard Depardieu, le plus malade des acteurs français et en vrac

le Pape, Renaud, l'évêque d'Evreux et Catherine Deneuve.

Après une minute de boucan pour Jean-Pierre Stirbois, Font et Val renvoient dos-à-dos Georges Marchais et Jean-Marie « La Pine » et égratignent au passage la politique et les journaux télévisés. « Etre seul et avoir tort, c'est plus difficile mais c'est bien plus beau que d'avoir raison avec une bande de cons »... c'est le nouveau slogan de Font et Val.

Font n'est pas Guy Bedos et Val n'est pas Sophie Daumier, mais ça vous le saviez, et

ces deux là ne sont pas des « inconnus » pour nous, même si vous avez la « Sept » en décoqué. Voilà de la chanson sans vulgarité, de l'amour noir et mordant, de l'humour sans préservatif. Un peu de SIDA mental dans le fond de vos oreilles.

Pascal Didier

Font et Val, *Bientôt l'Europe*. Prix : 128 F en Compact-disc et 98 F en cassette. En vente à la librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

L'histoire des anarcho-syndicalistes espagnols au travers de documents de la CNT et de la FAI

UN AUTRE FUTUR

Un film de Richard PROST - 1989 - 155 min. en version française et version espagnole

Distinction ART & ESSAIS 1990

sera projeté à BORDEAUX au TRIANON - JEAN VIGO

du 7 au 18 Décembre

6, rue Franklin - Tél. 56 44 35 17

TARIF : Entrée 29 F - Réduit : 22 F - Scolaire : 17 F

Projections scolaires en Version Originale sous-titrée (réservation préalable par téléphone)

RENDEZ-VOUS

ASNIÈRES

Le groupe Malatesta (Hauts-de-Seine Nord) vend le *Monde libertaire* au marché d'Asnières (près de la mairie) le dimanche entre 10 h 30 et 12 h 30. C'est une bonne occasion pour rencontrer des militants de la FA.

ARGENTEUIL

Le groupe Salvador-Haro vous invite à le contacter, soit par l'intermédiaire des Relations Intérieures, soit en venant le rencontrer le 1^{er} lundi de chaque mois, à la gare d'Argenteuil (devant le kiosque d'entrée), à partir de 17 heures.

CHERBOURG

Pour contacter la FA sur Cherbourg et sa région voici une nouvelle adresse : GREL, BP 12, 50130 Octeville.

EVRY

Le groupe Fransisco-Ferrer organise une réunion-débat, ayant pour thème : « L'anarchisme... une réponse aux problèmes sociaux et économiques actuels », le vendredi 14 décembre, à 20 h 30, au 4, Les Passages, 91000 Evry.

LE MANS

La liaison FA du Mans tient une vente du *Monde libertaire* le samedi de 16 h 30 à 17 h 30, place de la République et le mercredi de 12 h à 13 h, au restaurant universitaire et une permanence à la Maison des associations (4, rue d'Arcole), le samedi de 15 h à 17 h.

LYON

Le groupe Kronstadt diffuse son émission « Idées noires » tous les mardis de 13 h à 14 h sur Radio-Canut (102.2 FM). Le groupe tient ses permanences à la librairie La Plume noire, 13, rue Pierre-Blanc, 69001 Lyon, le mercredi et le samedi de 14 h à 19 h.

SAINT-DIDIER

Il existe une liaison à Saint-Didier. Pour la contacter écrivez aux Relations Intérieures qui transmettront.

UNION RÉGIONALE RHÔNE-ALPES

L'Union régionale Rhône-Alpes de la Fédération anarchiste organise une conférence sur le thème : « Prisons et luttes carcérales », avec Jacques Lesage de la Haye et Patrick, membres de la commission « Prisons » de la FA et animateurs de l'émission Ras-les-Murs (Radio-Libertaire) : — le samedi 15 décembre, à 20 h 30, au Centre social (salle Emile-Romanet), à La Tour-du-Pin (à l'initiative de l'association « Contre-courant »).

Le groupe de Bourgoin-Jallieu a le regret de vous annoncer que la conférence, sur le même thème, prévue le 15 décembre, en après-midi, à Bourgoin-Jallieu est annulée.

PARUTIONS

PRESSE

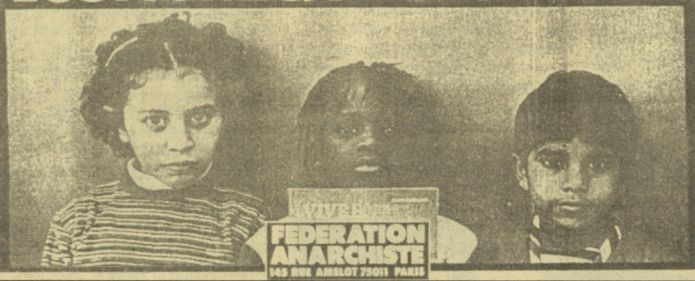
Le n° 74 de *Contre Vents et Marées* (journal d'humeur anarchiste) est en vente à la librairie du Monde Libertaire. Prix : 5 F. On peut, aussi, l'acheter en écrivant à « Contre-courant », La Ladrrière, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu.

EDITION

Le groupe FA de Bourgoin-Jallieu a édité un nouveau briquet (A cerclé, avec dessin surprise, rouge sur fond noir). Prix : 15 F l'unité et 120 F les 10 exemplaires. De plus, il vend différents badges : « Vive l'anarchie » (dessin de Reiser), « J'emmerde Le Pen », « ... et l'anarchie ? », « Y'en a marre des chefs ». Prix : 10 F l'unité et 8 F à partir de 10 exemplaires (variés ou pas). Pour toute commande, voir adresse ci-dessus.

Edition d'affiche

LA MISÈRE ENGRAISSE LE RACISME
EGALITE!
ECONOMIQUE ET SOCIALE



Les groupes Sacco-Vanzetti de Chelles, Fresnes-Antony et les Temps Nouveaux de Brest viennent de publier l'affiche représentée ci-dessus. On peut se la procurer à la Librairie du Monde Libertaire au prix de 1,60 F l'unité.

Le dessin de la semaine

LE PÈRE NOËL EST UNE ORDURE!



ANTIMILITARISME

Bordeaux contre la guerre

Les militaires n'auront qu'à bien tenir ! A Bordeaux, le groupe Emma Goldman de la Fédération anarchiste est bien décidé à faire entendre la voix des antimilitaristes et des pacifistes. Participation aux manifestations unitaires contre la guerre, campagnes de propagande avec diffusions de tracts et autres collages, depuis quelques semaines, en raison notamment des événements du Golfe, le courant antimilitariste libertaire repointe son nez dans la capitale de l'Aquitaine.

Contre les va-t-en-guerre, mais aussi pour le désarmement nucléaire, on a retrouvé le groupe E. Goldman de Bordeaux à Biscarosse — au milieu des militants communistes et de ceux de leurs satellites — pour réaffirmer sa totale opposition à toutes les guerres et toutes les armées.

Le groupe fut également présent lors de la semaine antimilitariste autour du 11 Novembre, qui s'est tenue au 7, rue du Muguet, à Bordeaux. La manifestation était

organisée avec le concours de la CNT, de la librairie l'En-dehors, des insoumis et objecteurs du CLIO et de membres de l'Union régionale Sud-Est de la Fédération anarchiste. La semaine antimilitariste a été un tel succès que les médias (FR3-Aquitaine, le Journal *Sud-Ouest* et les radios locales...) se sont fendus de quelques commentaires positifs ! La mobilisation est appelée à se poursuivre dans les prochains jours, qu'on se le dise !

Groupe Emma-Goldman

PARUTION



BADGE

Un badge « Non à la guerre » a été édité pour soutenir les différentes initiatives contre la guerre. Il est disponible au prix de 10 F, à la librairie du Monde Libertaire (145, rue Amélot, 75011 Paris) ou auprès des militants de la FA.

Cours sur l'anarchisme

« Les anarchistes et le mouvement ouvrier », le mardi 18 décembre, 20 h 30, au local du groupe Louise-Michel, 10, rue Robert-Planquette (M^o Blanche), 75018 Paris.

SOMMAIRE

PAGE 1 : A corps et à cris, le pourquoi d'un conflit irako-occidental, Editorial.
PAGE 2 : Réflexion sur la politique et les élections. En réponse aux insultes de *Libération*.
PAGE 3 : La Mutualité aux accents de la paix ? A bas toutes les armées !, Le vrai-faux document transfrontières, Rassemblement parisien contre les bavures, En bref.
PAGE 4 : A corps et à cris (suite de la une), Commando anti-IVG à Lyon, La libre maternité.
PAGE 5 : Sur l'échiquier de la presse, Les paradoxes sécuritaires du métro, le squat universitaire de Besançon, Les mal-logés, communiqué « Libérez les "casseurs" ».
PAGE 6 : Le pourquoi d'un conflit irako-occidental (suite de la une), La république Utopia.
PAGE 7 : Poliar... Des crimes vraiment rouges, « Des Libertaires éditent », Font et Val en CD, Sélection R-L.
PAGE 8 : Manifestations anti-guerre en France, Le dessin de la semaine, Infos FA.

CAEN 11 Novembre libertaire

A Caen (Calvados), à l'occasion du 11 Novembre, sous des banderoles anti-guerre de circonstance, nos camarades anarcho-syndicalistes de la CNT-AIT et du groupe local de l'Organisation communiste libertaire (OCL) ont eu l'opportunité de faire entendre une voix originalement antimilitariste, en marge des cérémonies officielles.

En ces temps de concorde belliciste des gouvernants, voilà une initiative qui a dû réchauffer les cœurs des pacifistes et antimilitaristes de tous poils et faire se tordre de rage quelques « belles » consciences patriarcales locales.

Solidarité antimilitariste

Nos camarades finlandais nous ont informés que Tommi Nieminen, militant anarcho-pacifiste, emprisonné pour « refus du service militaire » effectuée, depuis le jeudi 15 novembre, une grève de la faim.

On peut marquer son soutien à Tommi en envoyant des lettres de protestation à l'adresse suivante : Finish Military Defense, Mme Elisabeth Rehm, Etelainemakasiinkatu 8, 00130 Helsinki (Finlande).

Manif anti-guerre à Toulouse



Le 20 octobre, lors d'une manifestation anti-guerre, nos camarades de Toulouse sont descendus dans la rue pour dénoncer la logique de guerre, que tentent de nous imposer les va-t-en-guerre du Golfe. Comme on peut le voir, sur cette photo prise par notre compagnon Michel Auvray, le cortège était ouvert pas une banderole de belle taille, proclamant : « Non à la guerre ». Derrière se tenaient les membres et sympathisants du groupe Albert-Camus de la Fédération anarchiste, suivaient ceux de la Ligue communiste révolutionnaire et de quelques autres. Une manifestation des plus sympathiques, comme nous aimerions en voir éclorer plus souvent aux quatre coins de l'Hexagone.

Information transmise par le groupe Albert-Camus (Toulouse)